



Colloque international

**17 au 19
mars
2022**

**Républicain.e.s espagnol.e.s exilé.e.s
pendant la Seconde Guerre mondiale :
travail forcé et résistances**

Rotspanier, 80 ans après

Salle Boo!

**FACULTÉ DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
20, rue Duquesne - BREST**

**COLLOQUE - EXPOSITIONS - SPECTACLE
ACCÈS LIBRE ET GRATUIT**

CONTACT

ivan.lopezcabello@univ-brest.fr

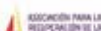
Crédits photos : Archives départementales du Finistère - Travailleurs forcés espagnols de la base sous-marine de Brest



ROTSPIANIER



Asociación de Víctimas
y otros afectados y de
todas las víctimas del
conflicto en España



UNIVERSITAT ROVIRA I VIRGILI



**FACULTÉ
DES LETTRES &
SCIENCES HUMAINES**

Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union



SOMMAIRE

Présentation	3
Comité scientifique	4
Comité d'organisation	4
Programme	5
Résumés français/espagnol	10

PRÉSENTATION

Du 17 au 19 mars 2022 se tiendra à Brest le colloque international « Républicain.e.s espagnol.e.s exilé.e.s pendant la Seconde Guerre mondiale : travail forcé et résistances. *Rotspanier*, 80 ans après », qui s'inscrit dans la continuité de deux autres colloques tenus en 2017 (« L'exil espagnol en Bretagne. 80 anniversaire de l'arrivée des premiers réfugiés (1937-2017) ») et 2019 (« La Retirada et l'exil républicain espagnol en Bretagne, 80 ans après (1939-2019). Histoire, mémoire, création »).

Cette manifestation est organisée par l'Université de Bretagne Occidentale (HCTI, Département d'Espagnol) et l'association Mémoire de l'Exil Républicain Espagnol dans le Finistère (MERE29), en partenariat avec les universités espagnoles Rovira i Virgili et Cádiz, dans le cadre du programme européen L'Europe pour les citoyens (projet « Leçons pour le présent : *Rotspanier*, travailleurs forcés espagnols pendant la Seconde Guerre mondiale. La (dé) mémoire européenne de l'antifascisme ») et de l'Université Européenne des Mers (projet SEA-EU search « Histoire, mémoire et démemoire dans l'Europe maritime »).

Ce colloque entend apporter de nouveaux éléments de réflexion selon une approche visant à restituer une réalité historique à peine partiellement consignée et à contribuer à l'éclairage de zones de la mémoire européenne restées jusqu'à présent dans l'ombre, particulièrement les *Rotspanier* (« Espagnols rouges »), ces milliers d'anciens combattants républicains de la Guerre d'Espagne qui ont été contraints de travailler pour l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Parallèlement au colloque international, l'abri Sadi Carnot accueille du 18 mars au 13 avril l'exposition « *Rotspanier* ». Fruit des travaux de recherche des historiens Peter Gaida et Antonio Muñoz Sánchez, et prêtée gracieusement par l'association Ay Carmela (Bordeaux), cette exposition sera présentée à Brest grâce au soutien de la Faculté des Lettres et Sciences humaines Victor Segalen (projet Fac amie des Arts, U. Bretagne Occidentale).

Nous célébrons également les dix ans d'existence de l'association MERE29, créée en 2012 pour « connaître, faire connaître et faire reconnaître l'exil républicain espagnol dans le Finistère ». Une après-midi est organisée à cet effet au Fort Montbarey Mémorial des Finistériens, l'un des camps d'internement des *Rotspanier* dans la région brestoise pendant l'occupation. Un hommage sera rendu aux républicains espagnols contraints par l'occupant à l'édification du Mur de l'Atlantique et internés au Fort Montbarey.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Robert Coale (professeur des universités, U. Rouen / ERIAC)

Geneviève Dreyfus-Armand (historienne, CERMI)

Guillaume Fernández (maître de conférences, U. Bretagne Occidentale / LABERS)

Peter Gaida (historien)

Arlette Gautier (professeure émérite, U. Bretagne Occidentale / LABERS)

Iván López Cabello (maître de conférences, U. Bretagne Occidentale/ HCTI)

Odette Martínez-Maler (chercheuse, U. Montpellier 3 / RESO, CERMI)

Antonio Muñoz Sánchez (chercheur, U. Lisboa)

José María Naharro Calderón (professeur des universités, U. Maryland, AEMIC)

Julio Pérez Serrano (professeur des universités, U. Cádiz)

Fátima Rodríguez (professeure des universités, U. Bretagne Occidentale, HCTI)

Carmen Valcárcel (professeure des universités, U. Autónoma de Madrid/ IGEL)

COMITÉ D'ORGANISATION

Claudine Allende Santa Cruz (association MERE 29)

Valeria Aráuz Molina (lectrice, U. Bretagne Occidentale)

Axelle Berthou (étudiante LLCER Espagnol, association La Tertulia, U. Bretagne Occidentale)

Charline Bouvier (étudiante M1 ALC TILE, U. Bretagne Occidentale)

Enora Corlosquet (étudiante, LLCER Espagnol, association La Tertulia, U. Bretagne Occidentale)

María Teresa Hernández Cebrián (lectrice, U. Bretagne Occidentale)

Iván López Cabello (maître de conférences, U. Bretagne Occidentale / HCTI)

Emeline Margry (étudiante LLCER Espagnol, association La Tertulia, U. Bretagne Occidentale)

Valentin Mazé (étudiant LLCER Espagnol, association La Tertulia, U. Bretagne Occidentale)

Eva Montoya (doctorante et enseignante, ED ALL, U. Bretagne Occidentale)

Nathalie Narváez (chercheuse et enseignante, U. Bretagne Occidentale / HCTI)

Fátima Rodríguez (professeure des universités, U. Bretagne Occidentale/ HCTI)

Jean Sala-Pala (association MERE 29)

Pierre Souchar (association MERE 29)

Enora Tréhin (étudiante, LLCER Espagnol, association La Tertulia, U. Bretagne Occidentale)

Hugues Vigouroux (association MERE 29)

JEUDI 17 MARS

8h30 Accueil

8h45 Mot de bienvenue

Alain Kerhervé (U. Bretagne Occidentale, directeur de HCTI, SEA-EU)

Iván López Cabello (U. Bretagne Occidentale / HCTI, SEA-EU)

Hugues Vigouroux (président de MERE29)

José Ignacio Fiz Fernández (U. Rovira i Virgili)

9h00 Conférence

Présentation : Odette Martínez-Maler

Geneviève Dreyfus-Armand (CERMI)
« Les républicains espagnols exilés en France pendant la Seconde Guerre mondiale : entre travail forcé, engagements militaires et résistances »

Débat

10h00 Pause café

10h30 SÉANCE 1

Président : Hugues Vigouroux

Peter GAIDA

« Camps de travail sous Vichy : Les "Groupes des travailleurs étrangers" (GTE) en France et en Afrique du Nord (1940-1944) »

Antonio MUÑOZ SÁNCHEZ (U. Lisboa)

« La lucha de los antiguos trabajadores forzados españoles por ser reconocidos como víctimas del nazismo (1956-1972) »

Débat

12h30 Pause déjeuner

VENDREDI 18 MARS

14h00 SÉANCE 2

Président : Iván López Cabello

Robert COALE (U. Rouen / ERIAC)

« Refugiados españoles en Francia, 1939-1945. De internados a liberadores »

José Luis GUTIÉRREZ MOLINA (U. Cádiz / GEHA, SEA-EU)

« El trabajo esclavo, pilar económico del franquismo »

José Manuel ALGARBANI RODRÍGUEZ (U. Cádiz / GEHA, SEA-EU)

« Perdedores y prisioneros en el estrecho de Gibraltar. La represión de posguerra en el sur de España »

Ángel MEDINA LINARES (U. Cádiz / GEHA, SEA-EU)

« Memorias de un pueblo. Represión, exilio y trabajo forzado »

Débat

16h00 Présentation de l'exposition du projet Leçons pour le présent : Rotspanier, travailleurs forcés espagnols pendant la Seconde Guerre mondiale. La (dé) mémoire européenne de l'antifascisme (Europe for Citizens programme EU)

Lecture dramatisée par les étudiant.es de la licence LLCER Espagnol de l'université de Bretagne Occidentale. Mise en scène : Valeria Araúz Molina et María Teresa Hernández Cebrián (lectrices d'Espagnol)

18h00 Vernissage de l'exposition Rotspanier (association Ay Carmela)

Présentation : **Peter Gaida**

Lieu : **Abri Sadi Carnot** (boulevard de la Marine, porte Tourville, Brest)

9h00 Conférence

Présentation : Robert Coale

José María NAHARRO CALDERÓN (U. Maryland)

« Chronotopes pestiférés ; entre barbelés et exils »

Débat

10h00 Pause café

10h30 Séance 3

Présidente : Fátima Rodríguez

Arlette GAUTIER (U. Bretagne Occidentale / LABERS, SEA-EU) :

« Penser le genre du travail forcé »

María-Villa CUADRADO JIMÉNEZ (Grupo de Trabajo Recuperando la Memoria de la Historia Social de Andalucía)

« Vidas olvidadas de mujeres: el otro contingente represaliado fuera de los campos de trabajo. Presas en "libertad" »

Guadalupe ADÁMEZ CASTRO (U. Alcalá de Henares / LEA-SIECE)

« "La guerra nos ha vuelto a encontrar": Internamiento femenino y cultura escrita en el exilio español en Francia (1939-1945) »

Carmen VALCÁRCEL (U. Autónoma de Madrid/IGEL)

« Las cartas de las refugiadas/exiliadas en los campos del departamento de Ille-et-Vilaine »

Débat

12h30 Pause déjeuner

14h00 Projets pédagogiques

Présentation : Marie-Agnès Maille

Francisco PADÍN NOGUEIRA (Sección Internacional Española de Brest, lycée Amiral Ronarc'h)

Marjorie PICARD GUILLOIS (lycée de l'Harteloire, Brest)

Elise PERSON (collège Victoire Daubié, Plouzané)

15h30 Pause café

16h00 Projets éditoriaux

Odette MARTINEZ-MALER (CERMI) : Revue *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles*, n° 14-13 (Théâtre et résistance des républicains espagnols exilés en France 1939-1945)

Guadalupe ADÁMEZ CASTRO,
José María NAHARRO CALDERÓN (AEMIC) : Revue *Migraciones y exilios. Cuadernos de la AEMIC*, n° 19 et n° 20

16h30 Projets filmiques

Pierre SOUCHAR (MERE 29) : *L'exil en héritage*

Jaume CAMPS GIRONA (U. Rovira i Virgili) : *Los trabajadores forzados en el sur de Cataluña, la memoria recuperada* (proyecto Lecciones para el presente: "Rotspanier", trabajadores forzados españoles en la Segunda Guerra Mundial. La (des)memoria europea del antifascismo, Europe for Citizens programme EU)

Rafael GUERRERO MORENO : *Rotspanier*

18h30 Poésie-concert « Chants d'amour, d'exil et de révolte »

Présentation : Fátima Rodríguez

Nicole UZAN (textes et chant), Maurice DELAISTIER (textes et guitare), Lionel PARLIER (mise en espace).

Projet Fac amie des Arts, U. Bretagne Occidentale

Lieu : **Amphi Guilcher**

SAMEDI 19 MARS

9h00 Conférence

Présentation et traduction : Nathalie Narváez Bruneau

Alfons CERVERA

« Le rôle des associations sur les politiques publiques de mémoire en Espagne »

Débat

10h00 Pause café

10h30 Mémoire de l'exil des républicain.es espagnol.es dans le littoral atlantique français pendant la Seconde Guerre mondiale

Présentation : Hugues Vigouroux

Gabrielle GARCÍA

« *La caravana de la Memoria* et les premiers réseaux associatifs en Bretagne. Une lutte mémorielle commune »

11h00 Rotspanier, 80 ans après

Hugues VIGOUROUX

Claudine ALLENDE

Armelle CARRION

12h30 Pause déjeuner

14h00 Rotspanier, 80 ans après

Luis GARRIDO OROZCO

Carlos FERNANDEZ

José RUIZ

Débat

16h30 Dix ans de MERE 29

Présentation : Jean Sala-Pala

Lieu : **Mémorial des Finistériens Fort Montbarey**, camp d'internement des Rotspanier pendant l'occupation (allée de Bir Hakeim, Brest)

18h00 Hommage aux républicains espagnols contraints par l'occupant à l'édification du Mur de l'Atlantique et internés au Fort Montbarey (1941-1944)

CONFÉRENCE

**Geneviève Dreyfus Armand
(CERMI)**

Les républicains espagnols exilés en France pendant la Seconde Guerre mondiale : entre travail forcé, engagements militaires et résistances

Après l'exode massif du début de l'année 1939 qui mène vers la France plusieurs centaines de milliers de républicains espagnols, ces derniers connurent tout au long de la Seconde Guerre mondiale des itinéraires marqués par le travail - souvent forcé -, par des engagements militaires et par diverses formes de résistances.

Ils furent des prestataires ou des soldats auxiliaires de l'armée française, ils contribuèrent à l'économie de guerre, ils furent des passeurs clandestins des Pyrénées et ils participèrent nombreux à la résistance contre l'occupant. Dès les débuts de l'exil, ils mirent aussi en œuvre une résistance culturelle.

Los republicanos españoles exiliados en Francia durante la Segunda Guerra Mundial: entre trabajo forzado, compromisos militares y resistencias

Tras el éxodo masivo de comienzos del año 1939 que condujo a centenares de miles de republicanos españoles hacia Francia, estos conocieron, a lo largo de la Segunda Guerra Mun-

dial, unos itinerarios marcados por el trabajo —a menudo forzado—, así como por compromisos militares y formas diversas de resistencias.

Actuaron como prestatarios o soldados auxiliares del ejército francés. Contribuyeron a la economía de guerra, fueron pasadores clandestinos de los Pirineos y muchos de ellos participaron en la resistencia contra el ocupante. Desde los inicios del exilio, también emprendieron una resistencia cultural.

SÉANCE 1

Peter Gaida

Les « Groupes de travailleurs étrangers » (GTE) en France et en Afrique du Nord (1940-1944)

En 1939 commence pour environ 140 000 réfugiés politiques de la Guerre d'Espagne une odyssée de sept ans à travers les camps de concentration, d'internement et de travail dans l'Europe fasciste. Ils sont victimes de l'internement, de l'exploitation et de la déportation par le régime nazi et par le régime de Vichy, en France, en Allemagne, en Afrique du Nord et sur les îles de la Manche. Après la « Retirada », des milliers de réfugiés espagnols sont internés dans des camps en France. En avril 1939, le gouvernement Daladier oblige tous les demandeurs d'asile à

fournir des « prestations » dans l'armée française : 55 000 étrangers sont incorporés dans des « Compagnies de travailleurs étrangers » (CTE) et en grande partie employés sur la « Ligne Maginot ». En 1940, 9000 réfugiés espagnols capturés par l'armée allemande en France sont les premières victimes d'une déportation vers le troisième Reich : la quasi-totalité meurt dans le camp de concentration de Mauthausen en Autriche. Durant les « années noires », des milliers d'étrangers - dont 30 000 Espagnols - sont incorporés par le régime de Vichy aux nombreux « Groupes de travailleurs étrangers » (GTE) et forcés de travailler dans l'agriculture et dans l'industrie de la zone dite « libre ». Cette « xénophobie d'État » trouve son prolongement en Afrique française du Nord où plusieurs milliers de réfugiés espagnols et de communistes déportés de la métropole sont également regroupés dans des GTE et doivent construire un chemin de fer à travers le désert, le « Transsaharien » : un nombre inconnu de travailleurs meurt dans le désert algérien. Dans le cadre de la Collaboration d'État, le régime de Vichy « livre » au total 40 000 réfugiés espagnols à l'Organisation Todt (OT) qui construit pour l'armée allemande cinq bases sous-marines et 8 000 bunkers du « Mur de l'Atlantique » sur le littoral français. Dans une centaine de camps de travail peu connus, l'Or-

ganisation Todt emploie des milliers de travailleurs forcés français, espagnols, russes, « coloniaux » et juifs. Les camps les plus durs de l'OT sont ouverts sur les îles de la Manche où 800 travailleurs forcés trouvent la mort. Avec environ 10 000 « guérilleros », les réfugiés espagnols sont le groupe le plus important d'étrangers dans la Résistance. Ils participent à la Libération de nombreuses villes dans le Sud de la France, et tentent même de libérer l'Espagne. Après la guerre, ces réfugiés politiques deviennent des immigrants et font leur vie en France. De nombreuses associations luttent encore aujourd'hui pour leur mémoire et leur reconnaissance.

Los “Grupos de Trabajadores Extranjeros” (GTE) en Francia y en África del Norte (1940-1944)

En 1939 comienza para cerca de 140.000 refugiados políticos de la Guerra de España de 1936 una odisea de siete años a través de los campos de concentración, de internamiento y de trabajo en la Europa fascista. Son víctimas del internamiento, de la explotación y de la deportación por parte del régimen nazi y del régimen de Vichy, en Francia, en Alemania, en África del Norte y en las Islas Anglonormadas. Tras la “Retirada”, miles de refugiados españoles son internados en campos franceses. En abril de 1939, el gobierno de

Daladier obliga a todos los solicitantes de asilo a suministrar “prestaciones” en el ejército francés: 55.000 extranjeros son incorporados en las “Compañías de Trabajadores Extranjeros” (CTE) y en gran parte empleados en la “Ligne Maginot”. En 1940, 9.000 refugiados españoles capturados por el ejército alemán en Francia son las primeras víctimas de una deportación hacia el Tercer Reich: prácticamente la totalidad muere en el campo de concentración de Mauthausen, en Austria. Durante los “años negros”, miles de extranjeros -entre los cuales 30.000 eran españoles- son incorporados por el régimen de Vichy a los numerosos “Grupos de Trabajadores Extranjeros” (GTE) y forzados a trabajar en la agricultura y en la industria de la zona llamada “libre”. Esta “xenofobia de Estado” se prolonga hasta el África francesa del norte, donde varios miles de refugiados españoles y de comunistas deportados de la metrópoli son igualmente reagrupados en los GTE y deben construir una vía ferroviaria a través del desierto, el “Transahariano” : un número desconocido de trabajadores muere en el desierto argelino. En el marco de la colaboración de Estado, el régimen de Vichy “entrega” en total 40.000 refugiados españoles a la Organización Todt (OT) que construye para el ejército alemán cinco bases submarinas y 8.000 bunkers del “Muro del Atlántico” en el litoral francés. En un centenar de campos de trabajo poco conocidos, la Organización Todt emplea a miles de trabajadores forzados franceses, españoles, rusos, “coloniales” y judíos. Los campos más duros de la OT estuvieron en las Islas Anglo-normandas donde 800 trabajadores forzados murieron. Con cerca de 10.000 “guerrilleros”, los refugiados españoles son el grupo más importante de extranjeros de la Resistencia. Participan en la Liberación de muchas ciudades del sur de Francia, e intentan incluso liberar España. Después de la guerra, estos refugiados políticos se convirtieron en inmigrantes y rehicieron su vida en Francia. Muchas asociaciones luchan todavía hoy por su memoria y su reconocimiento.

**Antonio Muñoz Sánchez
(U. Lisboa)**

Le combat des anciens travailleurs forcés espagnols pour être reconnus comme victimes du nazisme (1956-1972)

En 1956, la RFA approuve la Loi fédérale relative à l'indemnisation des persécutions nazies. Conçue pour dédommager les victimes de l'Holocauste, cette loi ouvre le droit à l'indemnisation d'autres groupes de personnes persécutées par le III Reich, dont les républicains espagnols ex-

lés durant la Guerre civile. Les années suivantes, quelques 20 000 Espagnols firent une demande d'indemnisation. Cependant, plus de la moitié n'avaient pas été déportés vers les camps de concentration (ou bien la demande émanait de leurs veuves) et n'avaient même pas mis le pied en Allemagne. Il s'agissait des travailleurs de l'Organisation Todt qui avaient participé à la construction du Mur de l'Atlantique en France et sur les îles Anglo-normandes.

Le Service allemand des indemnisations rejeta la requête de ces travailleurs espagnols. Reprenant à son compte la propagande nazie, il argua qu'ils s'étaient librement enrôlés, qu'ils étaient tout aussi libres de leurs mouvements et avaient perçu de bons salaires. Les Espagnols n'acceptent pas cette résolution et, conseillés par des avocats, décident de saisir la justice.

Depuis le début des années 1960, le tribunal de Cologne, chargé de l'affaire, enquête sur les conditions de vie et de travail des Espagnols du Mur de l'Atlantique. Pour ce faire, une vaste documentation est recueillie dans plusieurs pays, des rapports sont demandés aux historiens et des centaines de témoins sollicités. Des membres de la SS, de la Gestapo et de la Wehrmacht, techniciens, ingénieurs, entreprises de travaux publics et même des nazis notoires comme Albert Speer déclarent devant les

juges de Cologne. Des milliers d'exilés espagnols le feront aussi ; ils font part de leur expérience du Mur et apportent des bilans médicaux attestant des dommages corporels causés par les dures épreuves subies, infligées par les Allemands. C'est à partir de 1969 que la justice se prononce : les nazis avaient bel et bien considéré les républicains espagnols comme des ennemis idéologiques potentiellement dangereux. Aussi, ils avaient reçu un traitement différent de celui des Français ou des Belges et similaire à celui appliqué aux prisonniers de guerre soviétiques. Le juge déclare alors que, dans certains camps de l'Organisation Todt, les conditions de vie et de travail des républicains espagnols avaient été tout aussi inhumaines que dans les camps de concentration allemands.

Après un long combat judiciaire, la démocratie allemande reconnaît officiellement les Espagnols de la Todt comme des victimes politiques du III Reich. C'est ainsi que les Espagnols devinrent les premiers travailleurs forcés du régime nazi à percevoir une indemnisation. Il aura fallu attendre plus de vingt ans et la chute du mur de Berlin pour que la grande majorité des anciens travailleurs forcés du régime d'Hitler —provenant pour la plupart de l'Europe de l'Est— soient dédommagés.

La lutte de ces anciens travailleurs espagnols pour obtenir une compen-

sation de l'Allemagne intervient à un moment où un lourd silence sur les malheurs de la Deuxième Guerre mondiale règne sur toute l'Europe. Or, la reconnaissance judiciaire comme victimes du nazisme ne s'est pas suivie d'une reconnaissance publique. Cinquante ans après, leur situation demeure inexplicablement inchangée.

La lucha de los antiguos trabajadores forzados españoles por ser reconocidos como víctimas del nazismo (1956-1972)

En 1956, la RFA aprobó la Ley de indemnización a las víctimas del régimen nazi. Pensada para compensar a las víctimas del Holocausto, la ley abrió la puerta a la indemnización de otros grupos de perseguidos por el III Reich. Entre ellos, los republicanos exiliados de la guerra civil. En los años siguientes, unos 20.000 españoles presentaron solicitud de indemnización. Sin embargo, más de la mitad no habían sido deportados a campos de concentración (o eran viudas de estos) y ni siquiera habían estado nunca en Alemania. Se trataba de antiguos trabajadores de la Organización Todt que habían participado en la construcción del Muro del Atlántico en Francia y en las Islas Anglonormandas.

El Servicio de Indemnizaciones alemán desestimó la demanda de los españoles del Muro Atlántico. Repli-

cando la propaganda nazi, el Servicio alegó que los trabajadores de la Organización Todt en Francia se habían enrolado libremente, habían gozado de libertad de movimiento y además habían cobrado buenos salarios. Los españoles no aceptaron sin embargo esta resolución y, asesorados por abogados, acudieron a la Justicia. Desde comienzos de los años sesenta, el Tribunal de Colonia que se ocupó del caso investigó de manera exhaustiva las condiciones de vida y trabajo de los españoles del Muro Atlántico. Para ello, recopiló documentación en varios países, encargó informes a historiadores y citó a cientos de testigos. Miembros de las SS, la Gestapo y la Wehrmacht, técnicos, ingenieros, empresas constructoras e incluso destacados nazis como Albert Speer declararon ante los jueces de Colonia. También lo hicieron miles de exiliados españoles, que informaron sobre su experiencia en el Muro Atlántico y aportaron informes médicos que certificaban los daños físicos causados por las penalidades que tuvieron que pasar a manos de los alemanes.

A partir de 1969, los jueces dictaminaron que los nazis habían considerado a los republicanos españoles como enemigos ideológicos potencialmente peligrosos. Por ello, las autoridades alemanas de la Francia ocupada los trataron de manera diferente a franceses o belgas y de forma

similar a los prisioneros de guerra soviéticos. El juez dictaminó que en algunos de los campos de la Organización Todt las condiciones de vida y trabajo de los republicanos españoles habían sido tan inhumanas como en los campos de concentración alemanes.

Tras un largo combate judicial, la democracia alemana reconoció oficialmente a los españoles de la Todt como víctimas del III Reich por motivos políticos. De esta forma, los españoles se convirtieron en los primeros trabajadores forzados del régimen nazi en recibir una indemnización. Tuvieron que pasar más de veinte años y la caída del Muro de Berlín para que la gran mayoría de los antiguos trabajadores forzados del régimen de Hitler -en su mayoría procedentes de Europa del Este- fueran indemnizados.

La lucha de los antiguos trabajadores españoles por una indemnización alemana ocurrió en un momento en que en toda Europa reinaba aún un espeso silencio sobre las desgracias de la Segunda Guerra Mundial. Al reconocimiento judicial como víctimas del nazismo no se le sumó por ello un reconocimiento público. Hoy, medio siglo más tarde, incomprensiblemente la situación no ha cambiado.

SÉANCE 2

**Rober Coale
(U. Rouen / ERIAC)**

Les réfugiés espagnols en France, 1939-1945, de l'internement en camps à acteurs de la Libération

Cette communication a pour objet de présenter, parmi les multiples voies offertes aux réfugiés espagnols en France pendant la Seconde Guerre mondiale, le chemin suivi par trois d'entre eux. J'utilise pour cela le vécu des trois frères Camons, originaires de Santander qui, après la guerre civile, connurent des destins très différents. Le plus jeune des trois, Felix, réussit à sortir des camps de concentration du Sud de la France et à trouver un emploi de travailleur agricole qui lui permet de survivre à la guerre. L'aîné, Eduardo, eut le malheur d'être interné dans le camp « Des Alliers » à Angoulême d'où il fut déporté à Mauthausen en août 1940 dans le célèbre convoi des 927. Il est mort assassiné en décembre 1941. L'autre frère, Lucas, quitta Valence en mars 1939. Après quatre années très difficiles d'exil en Algérie, il s'engagea dans le Corps franc d'Afrique puis, juste après, dans la Deuxième Division Blindée du général Leclerc et il participa à toute la campagne de la Libération de la France, de la Normandie jusqu'à Berchtesgaden, en passant par Paris et Strasbourg. Ces

trois trajectoires dissemblables illustrent autant de facettes différentes des parcours des républicains pendant les années de guerre en France.

Refugiados españoles en Francia, 1939-1945, De internados a liberadores

La ponencia tiene como objetivo presentar tres caminos emprendidos entre los múltiples que se ofrecían a los refugiados españoles en Francia durante la Segunda Guerra Mundial. Para ello me sirvo de las experiencias de los tres hermanos Camons, originarios de Santander, que tras la guerra civil, padecieron destinos divergentes. El menor de los tres, Félix, pudo salir de los campos de concentración en el sur de Francia y encontrar un puesto agrícola que le permitió sobrevivir a la guerra. El mayor, Eduardo, se encontraba trágicamente internado en el campo "Des Alliers" en Angulema desde donde fue deportado a Mauthausen en agosto de 1940 en el célebre convoy de los 927. Murió asesinado en diciembre de 1941. El otro hermano, Lucas, salió de Valencia en marzo de 1939. Tras un duro exilio de cuatro años en Argelia, se alistó al *Corps franc d'Afrique*, y seguidamente a la *Deuxième Division Blindée* del general Leclerc, participando en toda la campaña de liberación de Francia, desde Normandía hasta Berchtesgaden, pasando por París y Estrasburgo. Estos tres

caminos dispares ilustran sendas facetas diferentes de los republicanos en los años de guerra en Francia.

José Luis Gutiérrez Molina (U. Cádiz / GEHA, SEA-EU)

Le travail esclave, pilier économique du franquisme

Là où le coup d'État de juillet 1936 a triomphé, un système d'utilisation du prisonnier ou forçat, que l'on peut qualifier de travail d'esclave, commence à se développer. Au point que, avec l'institutionnalisation de la terreur et de la violence, ce système est devenu l'un des piliers du « nouvel État ».

Il ne s'agissait pas d'un événement circonstanciel ou à finalité exclusivement économique. Il a duré toute une décennie et a profité à la fois à l'État franquiste et à un grand nombre d'entreprises privées. De la petite entreprise à l'industrie lourde, dans les secteurs économiques les plus divers. Il avait aussi un aspect « rédemption ». Le coup d'État avait pour but d'éradiquer tout changement social. En dehors des réformistes de la Seconde République, en dehors des secteurs les plus radicaux des classes populaires. Ils tentent tous leur rééducation. La horde rouge ne méritait que de vivre à la disposition de l'Armée, des milieux des affaires urbains et ruraux et de l'Église catholique.

Comme le déclare le ministre de la Justice franquiste Esteban Bilbao Eguía en 1940, le rachat des peines par le travail n'était pas quelque chose de transitoire, mais un complément théologique et philosophique du régime.

L'échec national de la rébellion a fait place à une révolution et à près de trois ans de guerre sanglante. Ainsi, le travail des esclaves a connu différentes phases, toujours sous le contrôle de l'Armée, véritable colonne vertébrale du franquisme. Contrairement aux anciens « pronunciamientos » du XIXe siècle, en 1936, les putschistes ne se retirèrent pas dans les casernes.

D'abord, les prisonniers furent utilisés dans toutes sortes de travaux : réparations des rues, récolte et tâches domestiques. Ils n'ont pas été payés et souffraient l'humiliation d'être considérés comme des esclaves. Les avantages qui pourraient en être obtenus ont été rapidement compris. Cela limiterait le coût de l'entretien des prisonniers et relancerait une économie paralysée et détruite.

Plus tard, les prisonniers du gouvernement se sont vu refuser l'application des accords de guerre et sont condamnés par la justice putschiste. Le système est perfectionné avec la création en 1938 du Patronato Nacional de Redención de Penas por el Trabajo, qui finit par devenir une entreprise franquiste de travail tempo-

raire. Toujours contrôlée par l'Armée et l'Église catholique.

Pendant des décennies, il a fourni des milliers de prisonniers à diverses institutions étatiques telles que le Servicio de Colonias Penitenciarias Militarizadas, la Dirección General de Regiones Devastadas ou l'Instituto Nacional de la Vivienda ; aux conseils municipaux et à d'autres institutions, y compris la Dirección General de Prisiones elle-même. Selon les modalités de l'Armée, qui les utilisait encadrés en bataillons d'ouvriers pour les travaux militaires et les travaux publics et privés.

Aujourd'hui, pour les entreprises privées et les institutions officielles qui en ont profité, le fait n'est pas qu'elles aient indemnisé les rescapés ou leurs proches, mais qu'elles ne reconnaissent même pas la situation d'esclavage.

Aujourd'hui, le travail des esclaves continue d'être une question en suspens dans la démocratie espagnole. Les esclaves du franquisme meurent dans l'obscurité la plus absolue.

El trabajo esclavo, pilar económico del franquismo

Donde triunfó el golpe de Estado de julio de 1936 comenzó a levantarse un sistema de utilización del preso, prisionero o penado que puede ser calificado como trabajo esclavo. Hasta el punto de que, junto a la institucionalización del terror y la violencia,

se convirtió en uno de los pilares del “Nuevo Estado”.

No fue un hecho coyuntural ni con una finalidad exclusivamente económica. Perduró durante décadas y benefició tanto al Estado franquista como a un ingente número de empresas privadas. Desde el pequeño comercio hasta la industria pesada de los más diversos sectores económicos.

También tuvo una vertiente de “redención”. El golpe pretendía exterminar cualquier cambio social. Fuera el reformista de la Segunda República, fuera el de los sectores más radicales de las clases populares. De ellos pretendieron su reeducación. La chusma, la horda roja, sólo merecía vivir a disposición del Ejército, el empresariado urbano y rural y la Iglesia Católica.

Como aseguró el ministro de Justicia franquista Esteban Bilbao Eguía en 1940, la redención de penas por el trabajo no era algo transitorio sino un complemento teológico y filosófico del régimen.

El fracaso a escala nacional de la rebelión dio paso a una revolución y a casi tres años de sangriento conflicto bélico. Así el trabajo esclavo tuvo diferentes fases. Siempre bajo el control del Ejército, auténtica columna vertebral del franquismo. A diferencia de los viejos pronunciamientos decimonónicos, en 1936 los militares golpistas no se retiraron a los cuarteles.

Primero, los presos fueron utilizados en todo tipo de trabajos: arreglos de calles, recogida de cosechas y labores domésticas. No cobraban nada y sufrían la humillación de ser contemplados como esclavos. Los beneficios que se podían obtener fueron rápidamente comprendidos. Limitaría el gasto de mantenimiento de los presos y reactivaría una economía paralizada y destruida.

Después, a los prisioneros gubernamentales se les negó la aplicación de los convenios de guerra y fueron condenados por la justicia golpista. El sistema se perfeccionó con la creación del Patronato Nacional para la Redención de Penas por el Trabajo en 1938 que terminó convirtiéndose en una empresa de Empleo Temporal franquista. Siempre controlado por el Ejército y la Iglesia Católica.

Durante décadas proporcionó miles de presos a diversas instituciones estatales, como el Servicio de Colonias Penitenciarias Militarizadas, la Dirección General de Regiones Devastadas o el Instituto Nacional de la Vivienda; a ayuntamientos y otras instituciones incluyendo la propia Dirección General de Prisiones. Al igual que el Ejército que los utilizó encuadrados en batallones de trabajadores utilizados para trabajos militares y obras públicas y privadas.

Hoy ni las empresas privadas, ni las propias instituciones oficiales que se

han lucrado, no es que hayan indemnizado a los supervivientes o a sus deudos, sino que ni siquiera les reconocen la situación de esclavitud.

El trabajo esclavo continúa siendo hoy una asignatura pendiente de la democracia española. Los esclavos del franquismo han ido muriéndose en la oscuridad más absoluta.

**José Manuel Algarbani
(U. Cádiz / GEHA, SEA-EU)**

Vaincus et prisonniers dans le détroit de Gibraltar. La répression de l'après-guerre dans le sud de l'Espagne

A l'issue de la guerre civile espagnole, Gibraltar est à nouveau un problème prioritaire pour Franco et son état major. En août 1939, à quatre mois de la fin de la guerre et dans un pays entièrement dévasté, l'état major de l'armée conçoit un plan, dans le contexte de la toute récente “Comisión de Fortificación de la Frontera Sur”, pour attaquer la base britannique de Gibraltar et fermer le détroit au trafic maritime, telle était la mission assignée à cette commission. Un tel “plan défensif” visait à fortifier cette zone côtière du sud de l'Espagne depuis Conil jusqu'au fleuve Guadiaro, bien qu'avec une plus grande présence défensive sur la bande côtière Bolognia-Gibraltar.

Ces ouvrages défensifs furent réalisés entre 1940 et 1945 (la plupart d'entre eux, exécutés entre 1941 et 1943).

Cette opération militaire est planifiée quelques mois avant les opérations successives destinées à occuper le rocher par une partie de l'Axe italo-allemand, dont les opérations Félix, en juillet-août 1940, Ilona, de 1942, ou Gisela, en 1943. Dans toutes ces actions, on comptait sur un certain soutien de l'Espagne, sans lequel elles seraient invalidées. La particularité du plan d'août 1939 est double : d'une part, en raison de son contexte temporel et, d'autre part, du fait qu'il s'agit d'un plan établi uniquement pour les forces armées espagnoles.

Les travaux de fortification du détroit étaient à caractère défensif, ou du moins, c'était l'idée exposée par le gouvernement de Franco devant les Britanniques autant que de l'opinion internationale, mais, en réalité, comme le montre l'un des rapports secrets d'août 1939, leur finalité était aussi offensive.

En dépit du nombre d'actions menées, ce projet ambitieux entre en décadence lorsque l'armée allemande commence à perdre la Deuxième Guerre mondiale. Devenu obsolète, la fortification se poursuivra désormais en face du rocher, dans l'intention initiale et unique d'empêcher une invasion potentielle du littoral.

ral du détroit par les Alliés. L'Espagne affiche toujours sa neutralité, tout en veillant aux évolutions de l'Axe ; si les forces allemandes ou italiennes avaient réussi à fermer le Canal de Suez, l'Espagne aurait probablement fermé le détroit et attaqué Gibraltar. Afin que les travaux puissent être réalisés avec la plus grande rapidité, pressé par le temps, le gouvernement dictatorial employait une main d'œuvre que nous pouvons caractériser comme "esclave". Cette main d'œuvre provenait des Bataillons disciplinaires de travailleurs. Entre 1939 et 1943, dans la zone du camp de Gibraltar, quelques 30000 prisonniers républicains travaillaient dans la construction de pistes, dans la décharge et transport de matériaux, etc. C'est leur travail, dans des conditions de semi-esclavage, que nous analyserons dans notre intervention. Bon nombre des chemins et constructions militaires furent bâtis par ces prisonniers encadrés dans ces unités disciplinaires militarisées, leur labeur s'étendant de Conil y Punta Mala par la côte jusqu'à Jimena par l'intérieur des terres. Même si la partie spécialisée des travaux était l'œuvre des ingénieurs de l'armée franquiste ou des civils qualifiés, l'importance des bataillons est de premier ordre, car, de toute l'Espagne, ce sont les environnements du détroit qui concentrent le plus grand nombre de prisonniers.

Perdedores y prisioneros en el Estrecho de Gibraltar. La represión de posguerra en el sur de España

Acabada la guerra civil española, Gibraltar vuelve a ser un problema preferente para Franco y su Estado Mayor. En agosto de 1939, a los 4 meses de acabar la guerra civil y con un país absolutamente devastado, el Estado Mayor del Ejército elabora un plan, en el contexto de la recién creada "Comisión de Fortificación de la Frontera Sur", para atacar la base británica de Gibraltar y cerrar el Estrecho al tráfico marítimo, era esta la misión asignada a esta Comisión. Este "Plan defensivo" pretendía fortificar esta zona costera del sur de España desde Conil hasta el río Guadiaro, aunque con mayor presencia defensiva en la franja costera Bolonia-Gibraltar. Estas fortificaciones se realizaron durante los años 1940 a 1945 (aunque el grueso de las obras fueron ejecutadas entre 1941 y 1943).

Esta operación militar se plantea bastantes meses antes que las sucesivas operaciones para ocupar el peñón por parte del Eje italo-alemán como la Operación Félix en julio-agosto de 1940, la operación Illoña de 1942, o la Operación Gisela en 1943. En todas estas operaciones se partía de cierto apoyo por parte de España, sin la cual estas operaciones no podrían ser válidas. La singularidad del plan de agosto de 1939

es, por un lado, su momento en el tiempo y, por otro, que se trata de un plan en el que solo tenían cabida las fuerzas del Ejército español.

Las obras de fortificación del Estrecho se realizaron con carácter defensivo, al menos esta era la idea que planteaba el gobierno de Franco ante los británicos y la opinión internacional, aunque la realidad, como claramente se expone en uno de los informes secretos de agosto de 1939, era también ofensiva.

El ambicioso proyecto empezó a decaer, aun habiéndose realizado bastantes actuaciones, cuando el ejército alemán comenzó a perder la II Guerra Mundial. Una vez que dejó de estar vigente, se continuaría la fortificación frente al peñón, con la inicial y exclusiva intención de impedir la posible invasión aliada de las costas del Estrecho. España continuó representando el papel de neutralidad, aunque pendiente de las evoluciones del Eje; si las fuerzas alemanas e italianas hubieran llegado a cerrar el canal de Suez, es muy posible que España hubiese cerrado el Estrecho y atacado Gibraltar.

Para que las obras fueran realizadas con la mayor rapidez, dada la premura de tiempo, el gobierno dictatorial utilizó mano de obra que podríamos denominar "esclava". Esta mano de obra provenía de los Batallones Disciplinarios de Trabajadores. Durante los años 1939-1943 en la zona del

Campo de Gibraltar aproximadamente unos 30.000 prisioneros republicanos trabajaron en la construcción de pistas, descarga y acarreo de materiales, etc. Su trabajo, en condiciones de semiesclavitud, se analiza en esta intervención.

Un gran número de los caminos y construcciones militares fueron realizados por presos encuadrados en estas unidades disciplinarias militarizadas, llegando su actuación desde Conil y Punta Mala por la costa y hasta Jimena de la Frontera y Gaucín por el interior. Aunque la parte de especialización de las obras era realizada por ingenieros del Ejército franquista o por civiles con cualificación, la importancia de los batallones fue fundamental, siendo el entorno del Estrecho el lugar de España donde, en estos años, hubo mayor concentración de prisioneros.

**Ángel Medina Linares
(U. Cádiz / GEHA, SEA-EU)**

Mémoires d'un village. Répression, exil et travail forcé

Au cours des dernières décennies, une multitude de travaux de recherche ont vu le jour sur la machine répressive utilisée par le régime franquiste en Espagne. Du coup d'État du 18 juillet 1936, élément déclencheur de la guerre civile, jusqu'à la mort du dictateur en 1975, des centaines de

milliers de personnes ont subi la violence des « vainqueurs ». Des hommes, des femmes et des enfants ont été tués, emprisonnés, harcelés, torturés et contraints de fuir le pays après et à cause de la victoire de Francisco Franco. La survie de la dictature et la passivité de la démocratie ont enterré la mémoire des victimes dans l'oubli pendant des années.

Heureusement, depuis la fin du siècle dernier, le mouvement de la mémoire historique a réussi à pallier cette situation avec le soutien ponctuel d'institutions publiques. Le chemin parcouru ces dernières années s'est accompagné de rencontres, de publications scientifiques, d'exhumations de charniers, de récupération de sources documentaires et, surtout, de vérité et de justice. Dans tout ce travail, un aspect qui passe parfois inaperçu a été fondamental : l'histoire locale. Loin de rechercher une vision réductionniste des processus historiques, cette histoire, dûment contextualisée, devient un instrument adéquat et suscite un vif intérêt pour les faits passés et favorise, surtout, un rapprochement des victimes.

Dans ce cas, pour illustrer tout ce qui précède, nous analysons ce qui s'est passé depuis un coin de l'Andalousie : la Sierra de Cadix. Cette terre marquée par la répression garde en mémoire les exécutions, les prisons, les camps de concentration, les chemins vers l'apparente liberté de l'exil

et la sueur du travail forcé subi à l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne. Pour préciser davantage l'objet d'étude, nous nous concentrerons sur le dernier aspect mentionné, également connu sous le nom de travail esclave, qui est recueilli dans plusieurs témoignages de l'une des villes de la région, Setenil de las Bodegas. L'histoire vécue par une dizaine de victimes comprend les bataillons d'ouvriers en Espagne, mais aussi dans des coins de France et d'Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale et même en Amérique latine, où de nombreux exilés ont dû se forger une nouvelle vie. Leurs histoires, reflétées dans des documents, des lettres et des photographies, sont le meilleur exemple de ce qu'ils ont vécu : la répression, l'exil et le travail forcé.

Memorias de un pueblo. Represión, exilio y trabajo forzado

En las últimas décadas han aparecido multitud de trabajos de investigación sobre la maquinaria represiva empleada por el régimen franquista en España. Desde el golpe de estado del 18 de julio de 1936 que originó la Guerra Civil hasta la muerte del dictador en 1975, fueron cientos de miles las personas que sufrieron la violencia de los “vencedores”. Hombres, mujeres y niños fueron asesinados, encarcelados, vejados, torturados y obligados a huir del país tras y por la

victoria de Francisco Franco. La supervivencia de la dictadura y la pasividad de la democracia sepultaron en el olvido la memoria de las víctimas durante años.

Afortunadamente, desde finales del siglo pasado, el movimiento de la memoria histórica ha logrado paliar esta situación con el apoyo ocasional de instituciones públicas. El camino recorrido en los últimos años ha venido acompañado de encuentros, publicaciones científicas, exhumaciones de fosas comunes, recuperación de fuentes documentales y sobre todo de verdad y justicia. Dentro de todo este trabajo ha sido fundamental un aspecto que en ocasiones pasa desapercibido: la historia local. Esta, lejos de procurar una visión reduccionista de los procesos históricos, debidamente contextualizada, se convierte en un instrumento adecuado para suscitar el interés por lo ocurrido y sobre todo para acercarnos a las víctimas.

En este caso, para ejemplificar todo lo anterior, analizamos lo ocurrido desde un rincón de Andalucía: la Sierra de Cádiz. Esta tierra marcada por la represión guarda en sus memorias los fusilamientos, las cárceles, los campos de concentración, los caminos hacia la aparente libertad del exilio y el sudor del trabajo forzado sufrido dentro y fuera de España. Para concretar más aún el objeto de estudio, pondremos el foco en el últi-

mo aspecto mencionado, el también conocido como trabajo esclavo, el cual queda recogido en varios testimonios de uno de los pueblos de la comarca, Setenil de las Bodegas. La historia vivida por una decena de víctimas recoge los batallones de trabajadores en España, pero también en rincones de Francia y el norte de África durante la Segunda Guerra Mundial e incluso a Latinoamérica, donde muchos exiliados tuvieron que forjar una nueva vida. Sus historias, reflejadas en documentos, cartas y fotografías, son el mejor ejemplo de lo vivido: la represión, el exilio y el trabajo forzado.

CONFÉRENCE

**José María Naharro Calderón
(U. Maryland)**

Chronotopes pestiférés : entre barbelés et exils

Dans la conclusion de *La peste*, Albert Camus nous rappelle à travers le docteur Rieux que le bacille, comme une allégorie du fascisme, reviendrait « peut-être, pour le malheur et l'enseignement des hommes, réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse ». Le fléau pandémique récent qui s'est abattu globalement, nous donne, peut-être aussi l'occasion de réfléchir sur la continuité de chronotopes totalitaires, entre

barbelés et exils, qui montrent les lézardes et les fêlures de toute société supposément démocratique.

Cronotopos apestados: entre alambradas y exilios

En la conclusión de *La peste*, Albert Camus nos recuerda a través del Dr. Rieux que el bacilo, como una alegoría del fascismo, volvería “quizás, para la desgracia y la enseñanza de los hombres, y despertaría a sus ratas y las enviaría a morir en una ciudad feliz”. La reciente pandemia que nos ha azotado globalmente quizás también nos brinde la oportunidad de reflexionar sobre la continuidad de cronotopos totalitarios, entre alambradas y exilios, que muestran las grietas y resquebrajaduras de cualquier sociedad supuestamente democrática.

SÉANCE 3

**Arlette Gautier
(U. Bretagne Occidentale /
LABERS)**

Penser le genre du travail forcé

Les synthèses comparatives récentes sur l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire soulignent l'ambiguïté des frontières entre ces différentes situations. Elles ont toutes cependant la tendance d'occulter l'existence des femmes en ne s'inter-

rogeant pas sur leurs spécificités tant par rapport aux hommes qu'aux femmes « libres », alors que la situation de certaines de ces dernières est bien proche de l'esclavage ou de la servitude. Les représentations historiographiques sont souvent stéréotypées, mettant en avant des hommes-héros et des femmes-victimes, niant l'agentivité de ces dernières. Enfin, ces ouvrages ne s'intéressent pas au rôle reproductif des femmes, tant au niveau physique (production des êtres humains devenus captifs) que social (rôle des femmes dans la reproduction de la vie quotidienne (confection de la nourriture, entretien ménager), même dans les situations esclavagistes.

Penser el género del trabajo forzado

Las recientes síntesis comparativas sobre esclavitud, servidumbre y trabajo forzado u obligatorio vienen subrayando la ambigüedad de las fronteras entre estas diferentes situaciones. Y sin embargo, todas ellas tienden a ocultar la existencia de las mujeres, al no plantearse sus especificidades, tanto con respecto a los hombres como a las mujeres “libres”, cuando la situación de algunas de estas últimas es muy cercana a la esclavitud o a la servidumbre. Las representaciones historiográficas suelen ser estereotipadas, poniendo por delante a hombres-hé-

roes y mujeres víctimas, y negando la agentividad de estas. Por último, estas obras no se interesan en el papel reproductivo de las mujeres, tanto en el plano físico (producción de seres humanos hechos también cautivos) como social (papel de las mujeres en la reproducción de la vida cotidiana, confección de alimentos, mantenimiento del hogar), incluso en situaciones de esclavismo.

María Villa Cuadrado Jiménez (Grupo de Trabajo Recuperando la Memoria de la Historia Social de Andalucía)

Vies oubliés de femmes : l'autre contingent victime des représailles en dehors des camps de travail. Prisonnières en « liberté »

Nous, les femmes, avons perdu la guerre, nous aussi... Nous avons tant souffert. Nous n'avons rien... voilà à peine quelques bribes des souvenirs amers de milliers de femmes, longtemps réduites au silence, décrivant l'environnement hostile où elles ont dû vivre durant la période de la guerre et de l'après-guerre espagnole. Il est question ici, plus précisément, d'une partie du recueil des témoignages des femmes andalouses qui ont subi en personne et de l'extérieur la répression des camps de travaux forcés.

L'Histoire, écrite traditionnellement par et sur les hommes, a oublié le rôle des femmes dans la presque totalité des domaines de la vie humaine, des faits quotidiens aux événements de plus grande transcendance. Toujours circonscrites à l'éducation et au développement des enfants, aux soins et au foyer. Il est certain que les moments les plus durs de l'existence des peuples et nations, à savoir les guerres et leurs conséquences, furent relatés au nom des héros, les hommes, car, vainqueurs ou vaincus, ce sont eux qui ont combattu. Comme si elles ne faisaient pas partie de cette action dans l'espace-temps de la société. Or, elles en font bel et bien partie et leur rôle est d'autant plus important qu'elles ont construit une société en marge et des formes alternatives de résistance. Mais elles en font aussi partie pour avoir subi tout à la fois la répression, la mort et l'oubli.

Dans l'Espagne de la fin de la guerre, les exécutions, les emprisonnements et l'exil furent le lot des personnes survivant sous la condition de vaincues. Une partie des prisonniers furent transférés aux camps de concentration et de travaux forcés, alors que les femmes et le reste des familles entretiennent le tissu social des villages et des villes, comme les témoins tacites d'une dure réalité sans avenir. Il fallait subsister autrement, et ce sont les femmes qui

durent prendre l'initiative et affronter les adversités et l'humiliation, quand bien même leur rôle dans la nouvelle société franquiste se réduit à la sphère privée. Désormais, la défaite les expose aux représailles. Voilà le sujet central de ma contribution, qui fait partie d'un vaste travail pluridisciplinaire réalisé en 2004 sur le camp des travaux forcés de Los Merinales, dans la province de Séville, lieu de passage de quelques dix mille hommes pendant non moins d'une vingtaine d'années, entre 1940 et 1962, provenant de toutes les provinces de l'Andalousie et d'autres régions espagnoles.

Mais qu'en est-il des femmes ? Elles ne firent pas partie de la vie à l'intérieur du camp, puisqu'elles n'étaient pas emprisonnées. Mais elles seront exposées à la haine et à la répression dans les lieux, car la vengeance ne touche pas uniquement les hommes, mais toute leur famille. Loin de leurs proches, sans ressources ni possibilité d'aller de l'avant, nombre de familles se lancent dans un périple qui les mènera aux abords des camps de travail, laissant derrière elles non seulement leurs effets personnels mais encore leurs propres origines. Le camp de travaux forcés de Los Merinales, le plus grand de ceux installés à Séville, était le centre des opérations d'un ambitieux ouvrage hydraulique : le Canal del Bajo Gua-

dalquivir, destiné à irriguer des milliers d'hectares de terres arides.

La vie de certaines de ces femmes évolua à l'extérieur, auprès du camp ; elles y vécurent avec leurs enfants dans des chaumières de joncs et d'autres matériaux d'une précarité extrême, toujours sous l'étroite vigilance des forces de l'ordre, qui n'hésitent pas à réprimer sévèrement quiconque approchait les propriétés agricoles pour trouver de la nourriture. Leur témoignage atteste de la dureté de leur vie : « nous n'avions rien, juste la solidarité entre nous et les autres familles ; nous partagions la pénurie dont chacune pouvait se pourvoir ». Voilà l'un des témoignages récurrents que nous avons pu rapporter dans leurs récits. Au fil de l'avancement des travaux, les familles devaient se déplacer pour rester au plus près des prisonniers. Elles pouvaient leur rendre visite le dimanche, derrière les barbelés et en présence des gardiens et sans rapprochement possible, elles leur portaient de la nourriture et les enfants pouvaient voir leur père. Des histoires de femmes simples, fières d'avoir été battantes et résistantes, en dépit de la violence, fières d'avoir gardé la tête haute face à l'adversité d'une oppression insoutenable.

Vidas olvidadas de mujeres: el otro contingente represaliado fuera de los campos de trabajo. Presas en "libertad"

Las mujeres también perdimos la guerra... hemos sufrido tanto ... no teníamos nada... son solo algunos de los amargos recuerdos de miles de mujeres que tuvieron que silenciar a lo largo de muchos años y que describían el entorno hostil que les había tocado vivir durante el período de la guerra y posguerra española. En concreto, son parte de los testimonios recogidos de mujeres de Andalucía que sufrieron en primera persona la represión de los campos de trabajos forzados desde fuera.

La Historia, tradicionalmente escrita por y sobre los hombres, ha olvidado el papel de las mujeres en casi todos los ámbitos de la vida humana, desde lo cotidiano hasta los hitos de mayor trascendencia. Siempre circunscritas a la crianza, los cuidados y el hogar. Por supuesto, los momentos más duros de la existencia de pueblos y naciones, las guerras y sus consecuencias, han sido narrados en nombre de los héroes, los hombres, porque lucharon y perdieron o ganaron. Como si ellas no formaran parte de esa acción en el tiempo y en el espacio de la sociedad. Aunque siempre fueron parte y su papel fue probablemente tan importante o más porque construyeron una sociedad al margen y otra forma de resistencia. Y también fue-

ron parte porque sufrieron a la par la represión, la muerte y el olvido.

En la España del final de la guerra, ejecuciones, cárceles y exilio fueron las escenas de las personas que sobrevivieron como perdedoras. Los hombres encarcelados pasaron en parte a los campos de concentración y de trabajos forzados, mientras en el tejido social de pueblos y ciudades quedaron las mujeres y el resto de la familia como testigos mudos de una realidad dura y sin futuro. Había que subsistir de otra manera, fueron las mujeres las que tuvieron que tomar la iniciativa y se enfrentaron a adversidades y humillación, pues su papel en la nueva sociedad franquista se reducía a lo privado. Su condición de perdedoras se tornó en represaliadas. Este es el núcleo de esta aportación, a que me refería al inicio, que forma parte de un extenso trabajo multidisciplinar que se realizó en 2004 sobre el Campo de Trabajos forzados de Los Merinales en la provincia de Sevilla, por donde pasaron casi diez mil hombres a lo largo de más de veinte años, 1940-1962, procedentes de todas las provincias de Andalucía y de otras regiones españolas.

Pero ¿y las mujeres?, ellas no formaron parte de la vida interna del campo, no estaban presas. No obstante, quedaron a merced de la inquina y la represión en sus pueblos, la venganza no fue solo contra los hombres por

su pertenencia política sino contra toda la familia. Alejadas de los suyos, sin recursos y sin posibilidades de salir adelante muchas familias iniciaron un periplo, desplazándose hasta los alrededores del campo de trabajo, dejando tras de sí sus pertenencias y sus orígenes. El campo de trabajos forzados de Los Merinales, el mayor de los que hubo en Sevilla, era el centro de operaciones para la construcción de una ambiciosa obra hidráulica 'El Canal del Bajo Guadalquivir' que abasteció y puso en regadío miles de hectáreas antes tierra de secano.

La vida de algunas mujeres se desarrolló desde fuera, junto al campo, vivieron con sus hijos en chozas hechas con juncos y otros materiales en extrema precariedad, siempre con la atenta vigilancia de las fuerzas de seguridad que no dudaban en reprimir duramente a cualquiera que tuviese que buscar comida en las fincas agrícolas por donde se fueron desplazando. Sus testimonios dan fe de la dureza que les tocó vivir, *"no teníamos nada, solo la solidaridad entre nosotras y las demás familias, compartíamos la penuria que cada cual podía proveerse"*, este es otro de los testimonios más repetidos que hemos podido conocer de sus relatos. A medida que los trabajos avanzaban, las familias tuvieron que ir cambiando para estar lo más cerca de los que estaban

presos. Los domingos podían ir a visitarlos, tras las alambradas y con la presencia de los guardias sin cercanía, les llevaban comida y los hijos e hijas podían ver a su padre. Historias de mujeres sencillas que se sentían orgullosas de haber sido luchadoras y resistentes, a pesar de la violencia, y de haber conseguido vivir con la cabeza alta frente a la adversidad de una opresión insostenible.

Guadalupe Adámez Castro (U. Alcalá / LEA-SIECE)

« La guerre nous a retrouvé » : internement féminin et culture écrite de l'exil espagnol en France (1939-1945)

Quand bien même un certain nombre de chercheuses aurait déjà souligné le changement de condition des exilées espagnoles, passant d'« accompagnatrices » à protagonistes, il reste toujours beaucoup à faire en matière de récupération de leur histoire comme de leur mémoire. L'un des chemins les moins transités est celui de leur internement. Elles, comme leurs camarades, subirent aussi la réalité des barbelés. Enfermées dans divers camps d'internement, certaines pratiquement inconnues, elles ont dû résister et cohabiter, dans le même temps, avec d'autres femmes provenant de toute l'Europe. Les camps

d'internement se constituent alors comme des espaces transnationaux où la lecture et l'écriture jouent un rôle de premier ordre dans le quotidien, voire dans la survie des réfugiées. Journaux, correspondance personnelle, requêtes, ou encore des bulletins d'information se présentent comme un outil indispensable dans la vie de tous les jours, ce qui amène des femmes illettrées à recourir à une « alphabétisation d'urgence » pour pouvoir se servir de la lecture et de l'écriture.

Dans les minutes qui suivent, nous nous déplacerons vers quelques-uns des camps où ces femmes furent enfermées, des plus grands et connus, comme Rivesaltes, jusqu'aux oubliés, comme Pont-la-Dame, puis nous analyserons les diverses pratiques d'écriture et de lecture développées par ces femmes alors que tout semblait perdu, au moment où la guerre « les retrouvait à nouveau ».

“La guerra nos ha vuelto a encontrar” : Internamiento femenino y cultura escrita en el exilio español en Francia (1939-1945)

A pesar de que hace ya tiempo que diferentes investigadoras han señalado el paso de “acompañantes” a “protagonistas” de las exiliadas españolas, todavía es mucho lo que queda por hacer en lo que atañe a la recuperación de su historia y de su memoria. Uno de los caminos menos

transitados ha sido su internamiento. Ellas, al igual que sus compañeros, también sufrieron la realidad de las alambradas. Encerradas en distintos campos de internamiento, algunos prácticamente desconocidos, tuvieron que resistir y convivir, a su vez, con otras mujeres procedentes de toda Europa. Los campos de internamiento se configuran, por tanto, como espacios transnacionales en los que la escritura y la lectura adquieren un papel fundamental en la vida cotidiana y en la propia supervivencia de las refugiadas. Diarios, cartas personales, súplicas e incluso boletines de noticias se configuran como una herramienta imprescindible en su día a día, lo que provoca que incluso aquellas mujeres que no sabían escribir recurran a una “alfabetización de urgencia” para poder hacer uso de la escritura y la lectura.

En los próximos minutos nos trasladaremos a algunos de los campos en los que estuvieron recluidas estas mujeres, desde los más grandes y conocidos como Rivesaltes, hasta los olvidados como Pont la Dame, y analizaremos las diferentes prácticas de escritura y de lectura que desarrollaron estas mujeres cuando todo parecía perdido, cuando “la guerra las había vuelto a encontrar”.

Carmen Valcárcel (U. Autónoma de Madrid / IGEL)

Les lettres des réfugiées/exilées dans les camps du département de l'Ille-et-Vilaine

Cette communication a pour objet de visibiliser la situation des exilées espagnoles à partir de janvier 1939, dans les divers camps d'accueil ou d'internement d'Ille-et-Vilaine, et plus précisément dans la ville de Rennes (camps de Verdun Saint Cyr et la Pilette), à partir des lettres, adressées pour la plupart au Préfet, conservées dans les archives départementales de la région.

Les requêtes portées en vue d'une amélioration des conditions de logement ou de nutrition, surtout pour les enfants, ou les plaintes sur l'organisation, la massification et l'insalubrité des centres s'accompagnent de demandes d'information sur leurs proches et, dans certains cas, elles viennent s'ajouter à l'expression d'une solitude et d'une incertitude provoquées par l'éloignement de leur pays, sans même connaître la langue du territoire d'accueil (les lettres sont écrites en espagnol). Une telle approche critique part de l'idée que l'Histoire ne peut être expliquée sans récupérer et y intégrer le plus grand nombre possible d'histoires, de mémoires et de témoignages personnels et cette incorporation sera bancale si elle

n'accueille pas le drame vécu par les femmes.

Las cartas de las refugiadas/exiliadas en los campos del departamento de Ille-et-Vilaine

Mi comunicación pretende hacer visible la situación de las exiliadas españolas, a partir de enero de 1939, en los diferentes campos de acogida o de internamiento de Ille-et-Vilaine, más concretamente en la ciudad de Rennes (Camps de Verdun, Saint Cyr y la Pilette), a partir de las cartas, dirigidas en su mayoría al Prefecto, que se conservan en los archivos departamentales de la región. A las peticiones para mejorar las condiciones de alojamiento o de manutención, sobre todo para los niños, o a las quejas sobre la organización, masificación y escasa salubridad de los centros se une igualmente la solicitud de información sobre sus seres queridos y, en algunos casos, la expresión de la soledad y la incertidumbre por encontrarse lejos de su país, sin saber además el idioma (las cartas están escritas en español). Tal acercamiento crítico parte de la idea de que la Historia es inexplicable si no recuperamos e incorporamos a la misma la mayor cantidad de historias, memorias y testimonios personales; y mucho más, si esa incorporación no acoge igualmente el drama sufrido por las mujeres.

CONFÉRENCE Alfons Cervera

Le rôle des associations dans les politiques publiques de mémoire en Espagne

Suite à la mort de Franco, la démocratie pactisée arriva en Espagne. Le franquisme se recyclait ainsi pour jouer un rôle important par ces temps nouveaux. La Transition supposait un fait incontestable : elle fit ce qu'elle pouvait faire, mais elle aurait pu faire plus. Sans jeu de mots : les temps étaient durs (la preuve en est qu'en février 1981 il y a eu un coup d'État), les possibilités d'avancées démocratiques étaient rares. Mais là où il n'y a eu aucun avancement, absolument aucun, c'est dans la légitimation de la mémoire de ce qu'a signifié la Seconde République. Je dis légitimer, faire place à cette mémoire, nommer son histoire : la raconter. Rien n'a été fait. En 2001, Felipe González a été clair : « nous avons décidé de ne pas parler du passé ». Bouche cousue. Silence. La Seconde République demeure bien éloignée de la nouvelle démocratie. Le pont entre cette nouvelle démocratie et celle qui l'a précédée n'a pas existé. Le pont de cette nouvelle démocratie n'est pas allé vers la Seconde République mais vers le franquisme.

Sous la dictature, la mémoire démocratique était interdite. Pendant la Transition, cette mémoire-là n'était

pas convenable. Les politiques d'État en matière de Mémoire Démocratique (mal nommée Historique depuis le début) n'ont pas eu lieu avant 2007, lors du gouvernement socialiste de Rodríguez Zapatero. Une Loi insuffisante, concertée avec les partis de droite, qui jamais n'accepteront, jamais, une mémoire démocratique. Et encore moins Démocratique et Antifasciste, comme il serait convenable de la nommer. On ne peut pas être démocrate si on n'est pas antifasciste. Et en Espagne, la droite et l'extrême droite (si semblables qu'elles sont souvent indiscernables) ne sont pas antifascistes. La Loi sur la Mémoire Historique de 2007 était limitée, très limitée. Timorée, encore une fois. Mais elle contenait bien quelques avancées. Les aides budgétaires au développement de la Loi, par exemple. Parmi ces aides, celles qui signifiaient une avancée dans les exhumations des fosses communes. Le gouvernement de Mariano Rajoy n'a pas appliqué la loi et ces aides n'ont pas eu de budget. Maintenant la Loi au sujet de la Mémoire Démocratique est en train d'être débattue (sans trop d'empressement, sans trop de désir de la part du gouvernement de coalition). Nous ne savons pas ce qu'il adviendra. Je crois que rien, qu'encore une fois la nouvelle loi entrainera à nouveau une autre frustration. J'espère me tromper.

Dans ce vide des politiques publiques

de la mémoire, il y a une heureuse surprise pour l'année 2000. Une initiative civile. L'apparition d'un collectif dont la raison d'être était d'impulser les politiques de la mémoire démocratique. Ainsi surgit l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique. Peu après, d'autres associations voient le jour, aux champs d'actions divers et souvent communs. Et un objectif clair : combler, comme je l'ai dit, le vide des politiques étatiques en matière de mémoire démocratique. Et d'un autre côté générer une conscience citoyenne autour de la nécessité de sa récupération. Plus de vingt ans se sont écoulés depuis lors. Et si nous avons progressé dans cette récupération et cette prise de conscience, c'est grâce au travail de ces associations. Elles ont exercé un rôle fondamental dans ce qui a été fait dans notre pays en matière de politiques publiques de mémoire démocratique. Je suis convaincu que sans cette impulsion, la situation actuelle serait bien pire qu'elle ne l'est. Je crois qu'aujourd'hui il existe déjà une étroite collaboration entre l'histoire et la mémoire. Et l'incorporation scientifique de l'anthropologie et de l'archéologie dans le travail d'exhumation a constitué une avancée définitive parmi les avancées mémorielles. Malgré tout, les politiques publiques de la mémoire en Espagne sont insuffisantes. Elles continuent à regarder plus à droite qu'à gauche.

Cela fait presque un demi-siècle que le dictateur est mort et, parfois, c'est comme s'il était toujours vivant, pas lui, bien sûr, mais ce qui l'a maintenu au pouvoir pendant quarante ans, dans l'une des dictatures les plus longues et les plus cruelles de l'histoire contemporaine de l'infamie. Mais les associations ne vont pas cesser d'être là, comme c'est le cas depuis décembre 2000 lors de la création de l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique. Ici même, en ces jours de colloque de Brest, sera présent un de ces exemples : la Mémoire de l'Exil Républicain Espagnol dans le Finistère. L'association MERE 29. Mon intervention lors du colloque sera l'un des hommages qu'elle mérite tellement.

Papel de las asociaciones en las políticas públicas de memoria en España

Después de la muerte de Franco, llegó a España la democracia pactada. El franquismo se reciclaba, así, para jugar un papel importante en los nuevos tiempos. La Transición supuso un hecho incontestable: hizo lo que pudo hacer pero pudo hacer más de lo que hizo. No es un juego de palabras: eran tiempos difíciles (la prueba es que en febrero de 1981 hubo un golpe de Estado), las posibilidades de avances democráticos eran escasas. Pero en lo que no se avanzó nada, absolutamente nada, fue en legitimar

la memoria de lo que supuso la Segunda República. Digo legitimar, dar cabida a esa memoria, nombrar su historia: contarla. Nada se hizo. En 2001, Felipe González lo dejó bien claro: "nosotros decidimos no hablar del pasado". Punto en boca. Silencio. La Segunda República quedó fuera de la nueva democracia. El puente entre esa nueva democracia y la anterior no existió. El puente de esa nueva democracia no fue hacia la Segunda República sino hacia el propio franquismo.

Durante la dictadura, estaba prohibida la memoria democrática. Durante la Transición no era conveniente esa misma memoria. Las políticas de Estado sobre la Memoria Democrática (mal llamada Histórica desde el principio) no existieron hasta 2007, cuando el gobierno socialista de Rodríguez Zapatero. Una Ley insuficiente, pactada con las derechas, que nunca aceptarán, nunca, una memoria democrática. Y mucho menos Democrática y Antifascista, como sería conveniente nombrarla. No se puede ser democrata si no es antifascista. Y en España la derecha y la extrema derecha (tan parecidas que muchas veces no se distinguen) no son antifascistas. La Ley de Memoria Histórica de 2007 era limitada, muy limitada. Miedosa, una vez más. Pero algunos avances sí que contenía. Las ayudas presupuestarias al de-

sarrollo de la Ley, por ejemplo. Entre esas ayudas: las que suponían un avance en las exhumaciones de las fosas comunes. El gobierno de Mariano Rajoy no cumplió la Ley y dejó sin presupuesto aquellas ayudas. Ahora se está debatiendo (con mucha lentitud, sin demasiadas ganas por parte del gobierno de coalición) la Ley de Memoria Democrática. No sabemos qué pasará. Creo que nada, que una vez más, la nueva Ley supondrá otra nueva frustración. Ojalá me equivoque.

En ese vacío de políticas públicas de memoria, hay una sorpresa feliz en el año 2000. Una iniciativa civil. La aparición de un colectivo cuya razón de ser era la de impulsar políticas de memoria democrática. Surge así la Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica. Poco después surgirían otras asociaciones, con diversos y muchas veces comunes campos de actuación. Y un objetivo claro: ocupar, como digo, el vacío de políticas de Estado sobre la memoria democrática. Y por otra parte generar conciencia ciudadana en torno a la necesidad de su recuperación. Han pasado más de veinte años desde entonces. Y si hemos avanzado algo en esa recuperación y en la generación de esa conciencia ha sido por el trabajo de esas asociaciones. Han ejercido un papel fundamental en lo que se ha venido haciendo en nuestro país sobre las políticas públi-

A pesar de todo, las políticas públicas de memoria en España son insuficientes. Siguen mirando más a la derecha que a la izquierda. Hace casi medio siglo que murió el dictador y a veces es como si siguiera vivo, no él, claro, pero sí lo que lo hizo mantenerse en el poder durante cuarenta años, en una de las dictaduras más largas y crueles de la historia contemporánea de la infamia. Pero las asociaciones no van a dejar de estar ahí, como ocurre desde que en diciembre del año 2.000 se fundó la Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica. Aquí mismo, en los días del Coloquio en Brest, estará presente uno de esos ejemplos: la *Mémoire de l'Exil Républicain Espagnol dans le Finistère*. La Asociación MERE 29. Mi intervención en el coloquio será uno más entre los homenajes que tanto se merece.

